

ATTENTATS DE JAKARTA

Les enquêteurs sur la piste de la Jemaâh Islamiyah

La police indonésienne a confirmé hier que le double attentat de Jakarta était vraisemblablement l'œuvre de la Jemaâh Islamiyah (JI), un réseau radical islamiste que les autorités espéraient avoir durablement affaibli après une série d'attaques sanglantes.

Les deux kamikazes «sont de la même école» que ceux ayant perpétré les précédentes attaques, a déclaré un porte-parole de la police, Nanan Soekarna, deux jours après la mort de neuf personnes, dont cinq étrangers, dans les attentats suicide qui ont dévasté les salles de restaurant des hôtels Marriott et Ritz Carlton.

Même si le double attentat n'a pas été revendiqué, la police met en avant les «similarités» relevées entre celui-ci et les attentats de la JI qui avaient fait environ 250 morts à Bali et Jakarta entre 2002 et 2005.

«Nous avons découvert des méthodes, des matériaux et des outils similaires», a précisé M. Soekarna, en indiquant que les enquêteurs étaient

en voie d'identifier les deux hommes. Les bombes utilisées vendredi présentaient également les mêmes caractéristiques que du matériel explosif découvert récemment dans une maison de Cilacap (ouest de l'île de Java), considérée comme une cachette de Noordin Top, l'un des cerveaux présumés des attentats de la JI.

Entretien des liens avec Al-Qaïda, la Jemaah Islamiyah (ou «Communauté islamique») se bat depuis le début des années 1990 pour l'établissement d'un Etat islamique englobant la Malaisie, l'Indonésie, Singapour, le sultanat de Brunei, le sud des Philippines et le sud de la Thaïlande.

Ce double attentat est la première attaque d'envergure attribuée à cette mouvance depuis 2005. Il trouble l'image de stabilité retrouvée donnée par l'Indonésie, qui vient de réélire dans le calme le président Susilo Bambang Yudhoyono.



Des policiers montant la garde devant l'hôtel Ritz-Carlton.

Le fait que les terroristes aient réussi à agir à l'intérieur d'hôtels de luxe, parmi les bâtiments les mieux protégés, représente une «très sérieuse menace pour notre pays», a prévenu Ansyad Mbai, le chef du service anti-terrorisme au ministère de la Sécurité.

«Personne ne peut prédire les attentats. Ce que nous devons faire, c'est

revoir notre système de sécurité pour être plus efficaces», a-t-il ajouté.

Des experts estiment que le calme de ces dernières années avait un peu «endormi» la vigilance des autorités, notamment vis-à-vis de Noordin Top, qui a réussi à échapper à la vaste offensive menée contre la JI depuis 2002.

La priorité «doit être d'éradiquer les cellules

extrémistes», souligne Taufik Andrie, un spécialiste basé à Jakarta. Ensuite, les autorités pourront

«collaborer avec les modérés de la JI pour convaincre les plus radicaux et les nouvelles recrues à ne pas suivre le style de jihad promu par Noordin Top».

Le pouvoir indonésien a adopté ces dernières années une politique inno-

vante vis-à-vis des radicaux musulmans, maniant la carotte et le bâton.

Tout en traquant les groupuscules armés, il tolère la propagation de leurs idées, que ce soit dans les madrasas (écoles coraniques) ou l'édition, en échange de la promesse de ne pas recourir à la violence.

«Le monde de l'antiterrorisme considérait jusqu'à présent l'Indonésie comme un modèle qui avait réussi», estime Noor Huda Ismail, spécialiste de l'islam. «En termes de connaissance des réseaux, nous avons ainsi obtenu d'excellents résultats. Bien meilleurs qu'à (la prison américaine de) Guantanamo», selon lui.

Le bilan du double attentat a été de nouveau établi hier à neuf morts, dont trois Australiens, un Néo-Zélandais et un Singapourien, et à une cinquantaine de blessés.

Le chef de la diplomatie australienne, Stephen Smith, s'est rendu hier sur les lieux tandis que son ministère mettait en garde «le risque de nouvelles attaques» en Indonésie.

IRAN Quatre policiers tués par des séparatistes kurdes

Quatre policiers ont été tués par des séparatistes kurdes iraniens dans la province d'Azerbaïdjan occidentale (nord-ouest de l'Iran), a rapporté hier le quotidien réformateur *Sarmayeh*.

Selon le quotidien, les membres du Pejak ont mené samedi soir une attaque contre un commissariat de police près de la ville d'Ouroumeh, dans la région de Targovar, tuant quatre membres des forces de l'ordre, dont trois officiers.

En avril dernier, dix-huit policiers et huit rebelles avaient été tués dans une attaque similaire perpétrée contre le poste de police de Ravansar-Javanroud, dans la province de Kermanshah, située plus au sud.

Selon les autorités, le Pejak est lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie, qui lutte depuis 1984 contre le gouvernement turc dans le Sud-Est anatolien

Les talibans ont diffusé pour la première fois hier une vidéo du soldat américain capturé en Afghanistan, où l'otage appelle au retrait des troupes étrangères du pays, un message authentifié par Washington qui dénonce une opération de «propagande».

Sur cette vidéo de 28 minutes, dont le lien internet a été donné à un correspondant de l'AFP par un porte-parole taliban, Zabihullah Mujahed, on voit le jeune homme, crâne rasé et fine barbe, vêtu d'une longue chemise afghane traditionnelle bleue ciel, assis en tailleur sur des coussins. Il est le premier soldat américain capturé par les talibans depuis le début de l'intervention internationale en Afghanistan à la fin 2001. Les premières secondes de cette vidéo montrent le jeune homme nerveux, presque terrifié, déclinant son identité, confirmée par ses plaques militaires que ses geôliers montrent en gros plan à la caméra. Il apparaîtra ensuite plus calme pendant la majeure partie du message, avant de se montrer à nouveau nerveux à la fin, la voix tremblante lorsqu'il évoque sa famille. Il y précise avoir 23 ans, être originaire de l'Etat américain de l'Idaho et avoir été déployé sur une base de la province de Paktika (sud-est). L'armée américaine avait annoncé le 2 juillet qu'il avait disparu depuis trois jours d'une base militaire de cette province, et qu'il avait sans doute été enlevé par des rebelles. Les talibans avaient ensuite confirmé sa capture, affirmant même qu'il se trouvait «en état d'ébriété» lorsqu'il a été pris. La vidéo montre l'otage répondant en anglais à un homme caché qui lui pose, également en anglais, une série de questions très orientées sur les raisons de l'«invasion» des troupes internationales en Afghanistan, sur les victimes civiles de leurs opérations, les «abus» infligés aux prisonniers afghans ou les

«insultes à l'islam», en des termes favorables aux talibans. «Nous avons envahi un pays indépendant, et un peuple indépendant», dit-il.

«Mon message au gouvernement américain, c'est qu'il doit retirer ses troupes d'Afghanistan, car ce n'est pas notre pays», ajoute-t-il, avant de s'adresser à ses «compatriotes américains» : «Vous avez le pouvoir de pousser le gouvernement à retirer» les troupes, «s'il vous plaît, ramenez-nous à la maison !»

Le jeune homme, que l'on voit boire du thé et manger, dit être très bien traité par les talibans, qu'il décrit comme «des gens normaux qui combattent pour leurs croyances, leur religion et leur pays». Seul l'otage figure sur cet enregistrement qui ne montre aucune arme ou combattant armé. A Kaboul, un porte-parole de l'armée américaine a authentifié la vidéo, en dénonçant «un instrument de propagande» des talibans. «L'armée américaine condamne la diffusion de

cette vidéo par les rebelles» et le fait qu'ils «exploitent le soldat pour leur propagande», a-t-il déclaré, ajoutant que «les forces américaines et de la coalition font tout ce qu'elles peuvent pour retrouver le soldat et le ramener sain et sauf». Un homme se présentant comme un commandant taliban de la région, le mollah Bahram, a indiqué hier à l'AFP l'otage était détenu au Waziristan du Nord, région pakistanaise située de l'autre côté de la frontière toute proche et considérée comme un repaire des talibans pakistanais et une base arrière des talibans afghans. Cette information n'a pas été confirmée par une autre source.

Cette affaire intervient alors que les troupes américaines multiplient les opérations militaires contre les talibans, notamment dans leurs bastions du sud, pour sécuriser les régions instables en vue des élections présidentielle et provinciales du 20 août prochain.

16 morts dans le crash d'un hélicoptère civil dans le sud

Au moins seize civils ont été tués hier dans le crash d'un hélicoptère civil près de la plus grande base américaine du sud l'Afghanistan, a annoncé la force de l'Otan (Isaf).

«Un hélicoptère civil s'est écrasé aujourd'hui alors qu'il décollait de l'aéroport de Kandahar» (sud), capitale de la province du même nom, a indiqué l'Isaf dans un communiqué.

«Seize civils sont morts dans le crash», a ensuite déclaré à l'AFP une porte-parole de la force, le lieutenant Sam Truelove. «Il y a cinq autres victimes, dont nous ignorons l'état», a-t-elle ajouté sans préciser s'il s'agissait de morts

ou de blessés. Dans cette région travaillent de nombreux employés de compagnies privées, souvent originaires des anciennes républiques soviétiques, sous contrat avec les forces militaires étrangères, notamment l'armée américaine, qui a installé à Kandahar sa plus grande base militaire dans le sud du pays.

Mardi dernier, un autre hélicoptère transportant des civils étrangers travaillant pour les forces internationales s'était écrasé dans la province voisine du Helmand, tuant au moins six passagers et un enfant afghan au sol, selon l'Isaf et les autorités locales.